

LES PNC PARALYSENT À NOUVEAU AIR ALGÉRIE

Pagaille dans les aéroports

Aucun vol domestique n'a pu être effectué hier à l'aéroport d'Alger. Cinq avions internationaux seulement ont pu décoller dans la matinée.

Irane Belkhedim-Alger (Le Soir) - A l'aéroport national, c'est la pagaille. La décision de grève prise dans la nuit de dimanche à lundi a surpris les voyageurs.

Assis sur les sièges ou affalés sur leurs bagages dans le hall de l'aéroport, les voyageurs attendaient inlassablement, certains énervés ne savaient plus ou donner de la tête.

«Où ça grève ! Aucune annonce n'a été faite ? Ni à la télévision, ni à la radio, ni ici même à l'aéroport !», s'indigne un jeune cadre qui devait se déplacer à Oran.

Plus loin, une quadragénaire qui devait se rendre à Constantine avait du mal à contenir sa colère. «J'ai lu sur internet qu'il y aura des perturbations, j'ai appelé un numéro vert mis à la disposition des clients, on m'a indiqué qu'aucun vol n'a été annulé. Une fois sur place, eh bien mon avion n'a pas encore décollé ! Je dois attendre. On m'a dit dans l'après-midi, je n'ai pas le choix.»

Les clients continuaient d'affluer et se dispersaient dans l'aéroport dans l'espoir de se renseigner.

Mission difficile puisque les écrans d'affichage n'annoncent rien. Anarchie et désorganisation. Sur le site de la compagnie ou celui de l'aéroport, aucun moyen de s'informer.



Les passagers en galère.

Les négociations n'ont pas abouti

Les discussions, entamées depuis presque trois semaines avec la direction générale de la compagnie nationale, n'ont pas abouti. Le personnel navigant a décidé de reprendre hier sa grève nationale et illimitée.

Hier, les vols de l'unique compagnie nationale ont été fortement perturbés. Tous les vols nationaux ont été annulés, cinq vols internationaux seulement ont pu décoller grâce à l'encadrement des responsables, apprend-on sur place.

Rassemblé au niveau des opérations aériennes, le personnel navigant d'Air Algérie (hôtesses d'accueil, stewards, chefs de cabine et chefs de cabine principaux) ne cache pas sa colère. C'est le ras-le-bol. «Nous

avons trop attendu, c'est trop !», «nous en avons marre», «nous avons donné un délai de trois semaines et nous ne voyons rien venir», disent les protestataires qui précisent que leur mouvement n'est encadré par aucun syndicat.

La revalorisation du salaire, la réorganisation du régime de travail et l'amélioration des conditions socioprofessionnelles sont leurs principales revendications. «A Oran, nos collègues ont reçu des réquisitions pour décoller, c'est-à-dire une obligation établie par les autorités pour effectuer des vols. C'est une menace pour effectuer des vols commerciaux ! Nous recevons des réquisitions quand il s'agit de vol sanitaire ou pétrolier», témoigne un jeune employé, qui ajoute que les aéroports du sud, régions pétrolières,

n'ont pas été pénalisés par la grève. «Nous ne voulons pas casser notre économie. Nous réclamons juste nos droits.»

Entamées depuis trois semaines, après le gel de la première grève, les négociations se sont soldées par un désaccord. Le changement du président-directeur général d'Air Algérie n'a pas fait évoluer les discussions avec l'administration. «L'ancien président-directeur général s'était engagé à répondre favorablement à nos revendications. Le Pdg a, certes, été changé mais nous discutons toujours avec la même direction, avec les mêmes personnes.»

La dernière réunion avec la direction s'est achevée dimanche vers 20h30. «La direction nous a annoncé que c'était négatif. Aucune des revendications ne

sera satisfaite. Dans la même soirée, nous avons tenu une assemblée générale et vers 4h du matin, la base a décidé de reprendre la grève», raconte un jeune steward.

En juin, le personnel navigant avait observé un débrayage paralysant ainsi l'aéroport d'Alger, il a été suspendu dans l'après-midi. Quelques jours plus tard, Wahid Bouabdallah, alors à la tête de la compagnie, a été limogé et remplacé par Mohamed-Salah Boulouf.

Récemment, la direction générale de la compagnie aérienne a annoncé une hausse de 20 % des salaires de tout le personnel, environ 9 800 employés, une mesure appliquée dès le mois de juillet. Une initiative qui n'a pas absorbé la colère du personnel navigant qui estime qu'il ne demande pas une augmentation des salaires mais exige plutôt une revalorisation salariale. «Nous sommes considérés comme un personnel au sol alors que nous sommes un personnel navigant.

Le travail de nuit ou durant les jours fériés et les week-ends est majoré comme un travail ordinaire, ce n'est pas normal !», affirme-t-on. Les protestataires réclament un statut de personnel navigant spécifique comme le statut du personnel technique navigant (pilotes) et qui serait en mesure de prendre en charge toutes leurs revendications. Le personnel navigant ne compte pas arrêter son mouvement si «des décisions écrites et concrètes» ne sont pas prises, apprend-on.

I. B.

EL TARF

150 tombes profanées à Besbes

Systématiquement, toutes les tombes au nombre de 150, du cimetière de chahids de la commune de Besbes, ont été profanées dans la nuit de samedi à dimanche. Cet acte barbare et de haine envers tout ce qui a une relation directe avec notre glorieuse révolution a été ressenti par la population comme une insulte mémorielle et un préjudice moral envers les familles de nos martyrs. Sur place, les ossements de chouchada sont éparpillés à travers toute la superficie du cimetière. Les auteurs ont carrément soulevé les dalles et extirpé des tombes les ossements. Incontestablement, c'est l'œuvre d'un groupe de personnes qui connaissent bien les lieux et voulaient, à travers ce mode opératoire, livrer un message aux autorités du pays. Par ailleurs, c'est la consternation et un sentiment de rage qui se lisaient sur les visages des moudjahidine dont l'organisation au niveau local a dénoncé, hier, les tenants et les aboutissants. Cependant, il est judicieux de noter que les services de sécurité ont ouvert une enquête pour connaître les auteurs de cet acte ignoble qui va à contre sens de nos valeurs, notre histoire et nos vertus.

De mémoire, jamais une telle opération de profanation des tombes de chouchada n'a été de cette ampleur et aussi systématique, dans la wilaya d'El Tarf.

Daoud Allam

LE SECTEUR DU BTPH DANS LA TOURMENTE

Des avis d'appels d'offres qui sèment le doute

Les professionnels du bâtiment sont inquiets et selon les dires de certains, l'avenir ne se présente pas sous de bons auspices et pour cause, des clauses contenues dans les avis d'appels d'offres récents, confirment bel et bien les craintes des entreprises algériennes des deux secteurs privé et public. De quoi s'agit-il en fait et pourquoi tant d'inquiétude ?

A la lecture d'un avis d'appel d'offres lancé pour la réalisation d'un port de pêche à Sidna Youchaâ, dans la daïra de Ghazaouet, on comprend donc aisément ce qui a fait réagir le représentant de l'UGEA.

Ce dernier le dit clairement et sans détour, ces avis d'appels d'offres avantagent les entreprises étrangères et réduisent la marge de manœuvre de l'entreprise nationale.

L'avis d'appel d'offres national et international dont il est question est plus que contraignant pour les entreprises nationales. Il est exigé des entreprises soumissionnaires la catégorie 9 et avoir réalisé au moins deux infrastructures portuaires.

Autant dire que les carottes sont cuites à l'avance pour les entreprises natio-

nales, car cette condition les élimine techniquement puisqu'aucune entreprise algérienne ne peut répondre à ce critère. La construction de ports a toujours été confiée aux étrangers et rares sont les entreprises qui peuvent justifier la catégorie 9.

Le BTPH est bien dans la tourmente et les 50 000 entreprises privées sont livrées à elles-mêmes depuis 2010. Le secrétaire général de l'UGEA confirme cette inquiétude.

Selon ce dernier, le plan quinquennal 2010-2014 n'a pas encore démarré et il est difficile pour les entreprises privées de maintenir une main-d'œuvre sans un cahier de charges.

Ce secteur compte plus de 50 000 entreprises et emploie environ plus de 800 000 salariés dont 200 000 font partie



Marasme dans le bâtiment.

de la main-d'œuvre qualifiée. Pour rappel, l'Etat a investi plus de 74 milliards durant ces trois dernières années pour l'assainissement des entreprises relevant du secteur public pour sauvegarder 45 000 salariés.

Pour préserver les 800 000 emplois du secteur privé, le secrétaire général de l'UGEA demande la tenue des assises nationales du BTPH pour trou-

ver des solutions urgentes et surtout durables. Selon Abdelmadjid Dennai, les entreprises de son secteur n'ont pas été impliquées dans la tripartite et c'est pour cette raison que l'option de la tenue des assises du BTPH reste la seule voie de négociations transparentes et de clarifications de certaines choses pour mettre fin à ce marasme.

M. Zenasni